Armée

# Le scénario d'un accident nucléaire en France

13 avril 2022 à 09h40,
Durée de lecture : 9 minutes

## En 2014, un scénario pour le ministère de la Défense étudiait les premiers jours d'un accident nucléaire en France. Voici ce document.

*En 2014, le ministère de la Défense a commandé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) un rapport sur les conséquences du changement climatique sur les politiques à mener par les armées. Au cours de ce travail ont été élaborés plusieurs scénarios d'événements qui pourraient être provoqués par un événement climatique. Parmi ceux-ci, une séquence menait à un accident nucléaire. Voici ce scénario (p. 72-73 du rapport Conséquences du dérèglement climatique pour le ministère de la Défense.*

Les conséquences que pourrait avoir le changement climatique sur la production d'électricité nucléaire sont encore peu prises en compte de manière systématique en France, à la différence des Etats-Unis, où un rapport officiel publiée en 2013 a examiné en détail cette question. Cependant, plusieurs phénomènes sont étudiés plus ou moins en profondeur : la montée de la température de l'eau des fleuves, la baisse du débit des cours d'eau (qui peut être très importante en moyenne selon les modèles climatiques élaborés), des situations de froid extrême, des inondations, des tornades, des feux de forêt, etc.

### Le paradigme de l'accident

Si la question du changement climatique et du nucléaire n'est pas encore abordée de manière systématique par les autorités françaises, un changement de paradigme s'est en revanche produit depuis quelques années en ce qui concerne la possibilité d'un accident grave sur le territoire. En 2005 a été

mis en place le Codirpa (Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle d'un accident nucléaire ou d'une situation d'urgence radiologique). Dès 2007, le Codirpa produisait des scénarios d'accident radiologique majeur181. La catastrophe de Fukushima, en mars 2011, a encore accru l'attention portée à cette éventualité. *« Fukushima a changé la donne et révélé qu'un accident grave était possible, même dans un pays considéré comme sûr. Nous devons accepter que l'impossible puisse se produire »*, expliquait en janvier 2012 Jacques Repussard, le directeur de l'IRSN182. Une des leçons tirées de Fukushima est que deux événements inimaginables (par leur intensité respective) peuvent se produire simultanément. En février 2014, le SGSDN publiait un Plan national de réponse *« Accident nucléaire ou radiologique majeur »*.

**Déroulement des événements**

Au sortir de l'hiver 2034, la France se porte bien. L'économie est florissante, la croissance, comme dans tous les pays européens, dépasse les 2 %, et même si le chômage reste toujours important, avec quatre millions de chômeurs, l'ambiance est à l'optimisme. L'économie et la société se sont habituées à résister aux divers événements météorologiques qui surviennent de manière maintenant habituelle, et si la pandémie de 2026 est encore dans toutes les mémoires, avec ses treize mille morts et son mois de panique, elle a été vécue comme un accident extraordinaire. L'alliance conservatrice qui gouverne la France a poursuivi la politique de *« dégonflement »* de l'Etat, selon l'expression en usage. Après la pandémie de 2026, tous les services de santé ont été renforcés.

Le choix nucléaire a été confirmé, après les grands débats de la fin des années 2010 qui ont vu la défaite des écologistes : les centrales ont été prolongées à soixante ans, et quatre EPR sont maintenant en fonctionnement. La capacité de la centrale de Daya Bay, en Chine, à résister à un séisme de force 5, a renforcé le sentiment de sécurité de la France dans le secteur du nucléaire. Ce dernier est d'ailleurs privatisé à 49 % et les budgets de l'Agence d'expertise nucléaire (AEN, regroupant les ex-ASN et IRSN) ont été réduits progressivement dans l'indifférence générale. En revanche, compte tenu des crises qui se produisent régulièrement (crise arctique de 2017, pandémie de 2026), la Défense a vu ses effectifs et ses moyens renforcés, et largement imbriqués avec ceux de l'ex-Protection civile dans une nouvelle organisation appelée Direction de la défense civile et extérieure (DDCE), qui met les moyens de l'Armée de Terre au service de l'action intérieure en l'absence de crise internationale.

Pendant les mois de janvier et février 2034, le pays a connu une sécheresse exceptionnelle : les nappes phréatiques sont à leur plus bas historique, et de nombreux incendies de forêt se sont produits. Cependant, la situation a été

maîtrisée, et l'opinion publique se passionne pour les Jeux olympiques d'hiver qui ont lieu en Bolivie. Seuls les milieux énergétiques s'inquiètent véritablement : plusieurs grandes lignes à haute tension ont été détruites par les feux, et demanderont six mois de travaux pour leur remise en état, et plusieurs des 62 réacteurs nucléaires sont à la limite de leurs possibilités alors que la demande électrique est très forte.

Peu à peu, faute d'eau en quantité suffisante, plusieurs réacteurs sont mis à l'arrêt. Le samedi 25 février, le pays entier est rivé sur les écrans de télévision, pour la finale de hockey sur glace entre la France et la Chine. Mais au sein de la centrale de Civaux, dans la Vienne, l'inquiétude a grandi toute la journée : alors que l'alimentation insuffisante conduit l'AEN à ordonner l'arrêt des deux réacteurs dans le week-end – la procédure est enclenchée –, l'alerte météo annonce l'arrivée imminente d'une série de tornades. Non seulement la prévision se confirme dans la soirée, mais se déroule selon un scénario que les spécialistes jugeaient impossible : dans la soirée, un train de tornades balaye la région. Les deux plus ravageuses atteignent quasi simultanément la centrale nucléaire et la ville de Poitiers. Alors que la ville est ravagée et entre en panique, la centrale semble tenir bon. Le directeur, Julius Defreigne, ordonne l'accélération de la procédure d'arrêt qui était engagée depuis le matin. Mais, alors que les débris et les projectiles volent
partout – ils vont détruire plusieurs capteurs et dispositifs de contrôle –, le deuxième pylône de la ligne à haute tension qui sort de Civaux 1 s'effondre. Une fuite se déclare sur le circuit de refroidissement. L'ordre de mise en marche des générateurs diesel est immédiatement donné par Defreigne, pour assurer le refroidissement et l'évacuation de la chaleur résiduelle du réacteur, mais ceux-ci ne se déclenchent pas. Dans la salle de commande du réacteur 1, l'anxiété gagne : plusieurs des écrans de contrôle restent muets, et la température monte dans le réacteur.

Pendant ce temps (il est 23h), le préfet de la Zone de défense de Centre-est, basé à Orléans, a mis en œuvre l'organisation bien rodée de la DDCE pour réagir aux événements de Poitiers : tout semble autant sous contrôle que possible – les premières informations, non confirmées, font état de plus de cent morts –, mais les moyens et l'attention sont concentrés sur ce point. Aucune nouvelle ne parvient de la centrale. Car sur place, on lutte pour essayer de comprendre : dans la nuit, plusieurs équipes vont directement sur les équipements défaillants pour tenter de les mettre en marche. Ce n'est qu'à deux heures du matin que l'information parvenue à Paris redescend vers tous les organes concernés par l'incident. Les cellules de crise se mettent en panne : tout le monde n'est pas là. Samedi soir...

Sur les Champs-Elysées, des cohortes de voitures célèbrent en

chantant la victoire de la France sur la Chine (4-2), mais à 01 h 23, un sourd ébranlement fait vibrer le bâtiment de commande de Civaux 1. Une fuite de radioactivité majeure est en train de se produire.

Il est décidé de mettre en œuvre le PPI (Plan particulier d'intervention) de niveau 3 : cela signifie l'évacuation de la zone dans un rayon de vingt kilomètres. A Orléans et à Poitiers, les services préfectoraux sont épuisés : la nuit a été blanche, et à Poitiers, si le pire est passé, l'émotion et les problèmes sont encore extrêmes. La rumeur de l'accident nucléaire commence à se répandre, et dans toute la région, c'est la panique : jusqu'à cinquante kilomètres de Civaux, les routes sont encombrées de voitures qui commencent à fuir. Les services de gendarmerie sont débordés, la sistribution des capsules d'iode, qui ont la capacité de protéger les glandes thyroïdes en cas de radiation, se révèle impossible.

A dix heures du matin, dimanche, les informations sont maintenant plus précises sur la direction du panache radioactif, qui remonte vers Châteauroux et Bourges. Le président de la République décide de faire appel à l'armée : il s'agit de faire évacuer la zone survolée par le nuage et d'établir un cordon à son pourtour, pour empêcher que l'on y pénètre, et d'assurer la sécurité au plus près de la centrale elle-même, en soutien aux équipes d'intervention spéciale d'EDF qui commencent à agir. En certains endroits, la panique est telle que des gendarmes ont été fauchés par des voitures lancées à toute vitesse, tandis que des pillages sont signalés dans les zones commerciales entourant Poitiers. L'état-major envoie en urgence plusieurs régiments sur la zone, tout en découvrant avec angoisse que les équipements de protection radiologique sont singulièrement insuffisants en nombre.

Dans la journée, la panique s'empare de Paris quand se répand la rumeur folle qu'un autre accident s'est produit à la centrale de Nogent-sur-Seine. L'information est fausse, mais la capitale est saisie de frénésie. A la Gare de Lyon, les militaires qui patrouillent dans le cadre du plan Vigipirate (toujours en vigueur depuis... 1995) sont bousculés par la foule qui envahit les trains. Des pillages commencent aussi à se produire sur les Champs-Elysées et dans le quartier Saint-Germain : l'armée est appelée en renfort des compagnies républicaines de sécurité. L'état d'urgence et le couvre-feu sont décrétés par le président de la République.

## Après cet article

Enquête — Nucléaire

# Nucléaire : l’accident qui ne doit pas arriver

Armée Catastrophes nucléaires